

Dans le cadre de la préparation du congrès du PSU (qui se tient cette semaine, du 12 au 14 décembre), il a été décidé d'ouvrir les colonnes de 2A à des militants qui, sans être membres du PSU, se situent comme nous dans la recherche d'un mouvement alternatif. Nous publions cette semaine les trois dernières contributions reçues dans ce cadre. Ci-dessous, un texte d'Alain Lipietz, économiste (auteur notamment de « L'audace ou l'enlèvement »), animateur du collectif « Seine-Saint-Denis-Autrement ».

## Les orga : l'en faut, pas trop n'en faut

par Alain Lipietz

Le PSU, apprend-on, s'interroge aujourd'hui collectivement sur l'utilité politique et les modalités de sa disparition. Cela mérite d'être salué. Car il est de nos jours peu d'organisations capables de penser politiquement le problème de l'utilité de leur existence. La tendance générale des organisations (= « organisations pour faire quelque chose ») est en effet de finir par se prendre pour une fin en soi. Poser la question de sa disparition, c'est donc agir vraiment en organisation en vue d'un but qui ne se réduit pas à elle-même. C'est à l'honneur du PSU et de ses militant(e)s.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour réfléchir à la question : en quoi les organisations sont utiles pour construire autre chose qu'elles-mêmes ? Et plus particulièrement : dans la conjoncture actuelle, comment le PSU peut-il le plus utilement possible gérer sa disparition ?

### Maître ou serviteur...

D'abord, les organisations politiques, il en faut. Parce que l'expérience des individus ne devient féconde qu'à travers l'échange, l'effort de synthèse : l'orga est un « intellectuel collectif ». Parce que la coordination de l'action des mouvements sociaux, des groupes locaux, n'est possible que si un « porte-voix » fait des propositions. Le « porte-voix » peut être bien sûr sur un individu charismatique, ou un collectif mobilisé sur une lutte partielle qui sait faire reconnaître son contenu comme de portée universelle (les Lip, les 103 du Larzac). Mais ce n'est pas toujours possible, et cette situation, instable par nature, ne permet pas véritablement de dépasser la fu-

sion des mouvements par « sympathie », de proposer un projet articulé. Donc il faut des orga, intellectuels-collectifs et porte-voix.

Mais toute orga n'est pas bonne à prendre, n'est pas utile pour un projet émancipateur. D'abord l'orga, de serviteur des mouvements, tend spontanément à vouloir s'en faire le maître. La justification est simple : « d'en haut », du « centre », on voit mieux ce qui est utile à chacun. La sociologie des orga y pousse : d'abord des militants se regroupent pour mieux faire avancer un projet, ce sont des gens qui ont déjà une pratique indépendante de l'orga qu'ils créent, elle ne fait que démultiplier leur impact individuel. Puis se mettent à proliférer ceux pour qui l'orga est la seule forme de militantisme, voire la seule insertion sociale valorisante, voire la seule justification de leur existence.

Il faudrait des orga composées de gens qui sont (et seront toujours) « quelqu'un », des personnes, socialement reconnues par l'utilité de leurs propositions et l'exemple de leur activité. Au lieu de ça, les orga captent et engendrent en masse un type d'individu qui n'existe que par elles. Quand l'emporte le poids des seconds, mieux vaut détruire l'orga.



Tel n'est pas sans doute le problème n° 1 du PSU (encore qu'il n'y soit pas négligeable). Le problème est plutôt que, dans le cercle des expériences et le champ des actions possibles, aujourd'hui, pour une alternative, il n'y a pas assez de choses à penser et à dire, et trop d'orga prétendant au rôle d'intellectuel collectif et de porte-voix.

### Trop d'orga

Il y a donc actuellement

trop d'orga, qualitativement, et quantitativement. L'alternative, écologique, autogestionnaire <sup>1</sup>, n'est qu'une petite pousse que se disputent des tuteurs trop nombreux et trop rigides. Ce que reconnaît le PSU en se proposant de se dissoudre pour quelque chose de plus large et plus souple.

Et pourtant l'alternative a déjà besoin d'une organisation politique, d'un intellectuel collectif, parce que le nouveau paradigme politique, le nouveau modèle qu'elle aspire à proposer à la société tout entière, est encore un chantier incohérent. Les pratiques nouvelles, avancées ici et là, dans le domaine de l'organisation du travail, du respect de l'écologie, des nouveaux rapports entre les sexes, d'une conception nouvelle de la solidarité, de la citoyenneté multi-culturelle, de la lutte pour la paix et un nouvel ordre mondial, ont à coup sûr un « air de famille ». Mais elles ne convergeront pas spontanément, car leurs différences quant aux domaines d'application, l'absence d'un lien où pourraient se composer les contradictions, s'élaborer les compromis et se consolider les alliances, ont tôt fait de transformer les ignorances mutuelles en oppositions.

D'où la tentation de raccourcis : partir d'un lieu de militantisme particulier et élargir son domaine politique. Faire par exemple du Codène un proto-parti s'occupant de tous les rapports internationaux, puis de l'aide au tiers monde, etc. Tentation excellente pour les individus qui aspirent à un militantisme plus général, mais dynamique organisationnelle dangereuse. On risque de laisser à l'écart toutes celles et ceux qui se mobiliseraient sur un point précis (où ils « voient leurs actes ») mais refusent le saut du point de vue politique d'ensemble. On risque surtout (et ce serait pire en laissant les choses en l'état) que, faute de porte-voix reconnu comme « légitime », les alternatifs s'en remettent au PS comme expression, si imparfaite soit-elle, de leurs aspirations.

Non, il faut une organisation à caractère politique, souple et pluraliste (car il s'agit de faire converger ce qui n'est actuellement qu'à l'état naissant, fragmentaire, et d'ailleurs nous ne croyons plus à l'Idée Unificatrice, au Sujet social monolithique), mais distincte des collectifs et des organisations mobilisées sur une lutte, un projet particulier. L'organisation de l'alternative ne regroupera jamais toutes les associations, toutes les pratiques alternatives. Elle devra passer avec celles-ci un « contrat » : elle sera là pour écouter, comparer, se faire l'écho, proposer, en toute indépendance de part et d'autre.

### Un intellectuel collectif, un porte-voix

Mais qui sera, physiquement, dans l'organisation

*1. Sur son contenu et les conditions de son développement en France, 2A et Critique Socialiste ont déjà publié des interventions de ma part. (Voir 2A n° 124, n° 125 et n° 149.)*

de l'alternative ? En gros, le PSU, la FGA, le PAC, les Verts, plus des militants PCF ou PS actuellement mal dans leur peau, plus des « animateurs sociaux » d'organisations rassemblées autour d'une option plus spécifique mais voulant faire le saut de la politique « générale » (genre MAN ou MRJC), plus des militants de groupes locaux, plus des individus aujourd'hui dispersés. Bref, des gens dans les situations les plus diverses vis-à-vis du problème même de leur éventuelle convergence. Ce qu'il leur faudrait c'est donc... un intellectuel collectif pour « penser la convergence » et un porte-voix pour la proposer !

Ô paradoxe : on a besoin d'orga pour dissoudre les orga existantes et en construire une nouvelle ! Il faut que les orga **résolues à se dissoudre** prennent des initiatives. Deux mirages sont à éviter.

— **Le cartel.** Les orga existantes passent entre elles des compromis, fusionnent, et appellent les autres. On a alors quantitativement moins d'orga, mais elles sont encore plus ossifiées par la diplomatie de leur fusion. Les « autres » n'ont qu'à adhérer à un truc qui les a exclus, par construction, de l'élaboration de leur forme, de leur ligne.

— **La construction par la base,** le rassemblement des individus, en tant que tels. C'est assurément le but à atteindre, mais justement, c'est un but, et c'est pour ça qu'il faut que les « déjà organisés » (ou des individus « déjà » socialement reconnus : mais on n'en a pas, en général) fassent au moins la proposition de se rassembler pour débattre, et de quoi.

Il faut donc un double mouvement :

— un processus de regroupement local à **titre d'individu**, puis de regroupement des regroupements (tel que le propose Anjou-Ecologie). C'est cela le fondement, le but ;

— un processus de rapprochement, de coordination, d'aplanissement des contradictions, entre les organisations dont les militants s'activent à **animer** la fusion par en bas, et qui s'accordent pour **susciter** des moments de centralisation (appels, colloques, etc.). Ce processus n'est qu'un **moyen** du précédent.

### Une étape confédérative

Seul le parallélisme des deux mouvements permet d'éviter le double écueil dénoncé plus haut. Cela demande, de la part des participants au premier processus (surtout des « inorganisés » initiaux) une grande vigilance et un engagement qui ne se fonde que sur la confiance. Cela implique pour les orga une **très grande clarté** quant à leur rôle dans le processus d'ensemble. L'expérience de « Ecologie 93 » nous a montré que des difficultés pouvaient surgir quand les orga, réunies pour **susciter** une convergence d'individus, n'avaient pas su être claires, vis-à-vis des autres, quant aux compromis que cela impliquait **entre elles**, voire en leur sein.

L'étape majeure de ce processus est la constitution d'une organisation confédérative, regroupant à la fois d'anciennes orga (pratiquant ou non entre elles la double appartenance), des groupes locaux, des « adhérents directs ». L'étape ultérieure est évidemment la disparition des différences d'origine. Un « pacte interorga », rendu public, peut faciliter la confiance autour d'un tel échancier.

A mon sens, l'étape « confédérative » doit être atteinte avant les municipales de 1989. Mais le pacte devrait précéder l'élection présidentielle, et se traduirait par un appel de personnalités, « organisées » ou non, représentatives des diverses réalités sociales et régionales, impulsant le processus fondamental.

---

## Radicalité, réalité

*par Jacques Lévy*

**Jacques Lévy, membre du PCF, réagit au texte élaboré en vue du congrès du PSU sur l'alternative (et publié dans notre n° 147, page 3) et expose ses préoccupations de communiste « rénovateur ».**

Les questions posées par le projet de résolution me semblent essentielles. Certaines des réponses proposées peuvent être approuvées sans réserves ; d'autres mériteraient sans doute discussion. En tout état de cause, les grandes « bifurcations » qu'on souhaite proposer à la société française ne peuvent prendre sens que si elles émergent comme produit dynamique d'un débat entre l'ensemble des acteurs du mouvement social. L'efficacité — et pas seulement la cohérence — commande de mobiliser toutes les formes démocratiques que notre histoire, notre époque et notre imagination peuvent nous offrir. La démarche autogestionnaire définit des objectifs ; elle constitue d'abord une méthode.

En ce sens, à qui examine l'expérience récente du rapport entre la gauche et le pouvoir, il paraît nécessaire, comme vous le préconisez, de pratiquer de nouvelles manières de faire de la politique. Il nous faut rechercher les moyens qui permettent à la fois d'agir sans réticence sur les scènes institutionnelles et de s'obliger à un dialogue permanent avec toutes les forces d'innovation de notre société. C'est à ce prix qu'une « gauche du troisième type » pourra, en prenant le meilleur des « utopies rationnelles » tout en s'accrochant au quotidien, conjuguer dans les conditions d'aujourd'hui radicalité et réalité.

Alternatifs, écologistes, communistes, hommes et femmes de gauche, nous avons appris, de gré ou de force, à être plus modestes. En analysant froidement ce qui change et ce qui ne change pas, nous avons dû reconnaître, parfois au détriment d'une part glorieuse de notre culture, que la politique, le politique même ne peuvent pas tout. Depuis quelques décennies, il s'est passé dans notre monde beaucoup de choses, positives ou négatives pour la vie des hommes, que les forces politiques, qu'elles soient progressistes ou réactionnaires, n'avaient ni voulues ni prévues.

Inversement, cette relativité ouvre des pistes : à condition de sortir du mythe, de faire des choix et de parler vrai, de s'imposer la réalisation de ses idées comme horizon et de s'appuyer sur ce qui bouge, la politique peut vraiment quelque chose — surtout si elle présente un projet d'une incontournable originalité. Cependant nous devons aussi admettre l'âpreté des cheminements nécessaires pour l'irruption des idées neuves en politique. Nous qui voulons convaincre la société d'aller plus vite, plus loin — et même ailleurs — que le mouvement spontané des forces qui la composent ne la porte à avancer, on ne nous fera pas de cadeau.

### Régénérer la culture communiste

Aussi toute conjonction, toute promesse d'énergie allant dans le bon sens mérite d'être patiemment cultivée. Bienveillants à ce que chacun fait là où il est, les communistes qui cherchent à rénover leur culture et leur parti s'efforcent eux aussi d'agir là où ils pensent être les plus efficaces. Ils ont notamment pour mission de contribuer, à régénérer une culture communiste momifiée par les blocages internes et menacée de disparition par la crise de légitimité externe. Avec le parti communiste, la société française perdrait, au moins pour un temps, les importants acquis du mouvement ouvrier et socialiste dont il était porteur.

Pour rétablir le lien entre ce parti et le mouvement social, les « rénovateurs » ont d'abord concentré leurs efforts sur les racines du problème : les modes de fonctionnement pervers qui ont peu à peu déconnecté les rythmes du parti de ceux de la société. Désormais, ils s'attachent à construire une réflexion opératoire sur les grands problèmes de l'heure — ceux-là mêmes que le projet de résolution examine — et les



moyens de s'y atteler. Ils s'emploient à convaincre leurs camarades que leur identité communiste doit impérativement être repensée, si elle veut conserver une chance d'exister comme perspective politique crédible. Et cette activité ne reste pas sans écho.

Ainsi chacun de nous contribue-t-il à une convergence socialiste autogestionnaire, dont il est difficile de dire à l'instant présent quelles formes institution-

nelles elle revêtira demain. Ce pointillé provisoire n'enlève rien au dessin — au dessein — commun. Si nous parvenons dès maintenant à « donner du muscle » à l'idée qu'en changeant le paysage politique on peut donner un puissant coup de pouce à l'autotransformation de notre société, nous n'aurons pas perdu notre temps.

## Construire l'alternative pour reconstruire la gauche

*par Jean Freyss*

Jean Freyss est professeur d'économie, membre notamment du « Bureau information Afghanistan ».



« Nous vivons sur des références idéologiques et philosophiques qu'il faut réinterroger à la lumière de la réalité contemporaine. »

Ça va mal. Qui pourrait le nier ? Les gauches institutionnelles sont en crise. L'offensive idéologique de la droite sur le thème du libéralisme rencontre peu de résistance dans ces temps de crise. L'ambition d'ouvrir une « alternative » est déçue. Doit-on baisser les bras et rejoindre les cohortes de « gagnants » fabiuso-tapistes ? Ou bien doit-on s'arc-bouter sur nos projets.

### Une crise grave des pratiques collectives

On assiste depuis quelques années à une très grave dégradation des pratiques collectives. Cela ne date pas de l'arrivée de la gauche au gouvernement.

La crise du PCF est engagée depuis bientôt dix ans. Elle produit maintenant tous ses effets et de-

vient spectaculaire. La politique, qualifiée souvent de « suicidaire », du groupe dirigeant enfonce toujours plus ce parti dans la marginalité politique. Mais la langue de bois, le sectarisme, le simplisme des propositions politiques ne sont que l'indice d'un mal plus grave et ancien : l'absence d'un projet de transformation de la société en prise sur les réalités de notre pays.

Le PS, malgré les importants progrès de son influence au cours des années 70, n'a jamais su développer une dynamique sociale ; il a simplement eu l'habileté de se faire porter, comme sur une vague, par ce qui existait, de donner une expression politique (qui évidemment était loin d'être neutre) à un certain nombre d'aspirations qui s'exprimaient dans la société civile. Le passage au gouvernement n'a fait que révéler et accentuer cette faiblesse congénitale.

Le déclin du syndicalisme est lui aussi ancien ; il date du développement de la crise des sociétés capitalistes et traduit la difficulté à concevoir une action collective efficace en période de crise, capable de vaincre les repliements individuels et d'offrir des perspectives crédibles de transformation sociale.

Quant au PSU, s'il faut le classer dans la « gauche institutionnelle », il ne semble pas échapper à ce déclin...

Au-delà des raisons spécifiques à chaque domaine (syndical ou politique) et à chaque organisation, ces reculs de l'action collective traduisent l'impasse de la stratégie dominante de la gauche au cours des années 70 : celle de l'union de la gauche du programme commun. Cette impasse n'est pas dans l'idée d'union mais dans la division essentielle sur laquelle reposait cette alliance (la cohabitation de projets politiques profondément différents) et dans le fait qu'aucun de ces projets n'avait un contenu ca-

pable de lui donner une force hégémonique. L'idée d'Union de la gauche a, pendant dix ans, capté l'essentiel des aspirations au changement de la société. Et la montagne a accouché d'une souris. La gestion de la crise par la gauche n'est pas apparue, à part dans quelques domaines, comme une alternative crédible à la politique de la droite.

### L'alternative n'est plus ce qu'elle était

On pourrait penser que cette situation allait être favorable aux tenants d'une « véritable alternative ». Les élections de mars 1986 ont été pour certains une grave déception. L'autre gauche, loin de progresser, n'a jamais fait aussi mauvaise figure. Bien sûr on peut dire que l'on est « mort du vote utile » et de la dispersion groupusculaire. Mais cela est un peu facile et élude la véritable question : que proposaient les « alternatifs » ?

Le mouvement de mai 68 et ses prolongements dans les mouvements révolutionnaires ou sociaux des années 70 ont été un extraordinaire terrain d'expérimentation d'idées nouvelles. Par leur radicalité, leur transgression des normes établies du jeu politique, par la force des utopies qui les animaient, ces mouvements ont exploré avec un regard nouveau les rapports sociaux (le travail, la consommation, la place des femmes dans la société, l'immigration, la culture, la communication, le rapport avec l'environnement...), remis en discussion les idées reçues, formulé et mis en pratique localement de nouveaux rapports.

Mais cet effort multiforme, souvent segmenté en groupes rivaux et antagoniques, a buté sur deux problèmes, étroitement liés, qui sont restés sans solution : celui de sa légitimation politique au niveau de la société globale et celui, plus fondamental, de la construction d'un projet de transformation sociale s'inscrivant dans une démarche de conquête de l'hégémonie.

Le « gauchisme » de cette période se manifeste justement par l'acceptation de la marginalité, comme mal inévitable mais provisoire puisque « l'avenir nous donnera raison ». La nécessaire critique du politique, tel qu'il fonctionne dans la société, devient trop souvent repli sur une politique groupusculaire... et activiste. Par leur nature même, les mouvements sociaux tels que l'écologie ou le féminisme ne prétendent pas ouvrir une alternative politique ; ils s'inscrivent même parfois dans un rejet global du politique. Quant aux organisations d'extrême gauche elles ne parviennent pas à transformer en projet global crédible les multiples expérimentations qu'elles ont réalisées.

Le reflux de tous ces mouvements, qui s'accélère dans la période 78/80, se traduit, chez certains militants, par la fixation conservatrice sur les acquis de la période passée, par ce que l'on pourrait appeler

méchamment la gestion d'un patrimoine. Cette réaction est encouragée par la conviction, que je partage, de l'existence d'un vaste potentiel de gens qui restent attachés à l'idée qu'il faut changer la société, qu'il faut une alternative à l'ordre actuel.

C'est ce double capital — les acquis et le potentiel — qui, depuis quelques années, finance les multiples tentatives de regroupement alternatif. Mais la « mise en valeur » de ce capital est en crise. Car on ne peut pas espérer conquérir une véritable influence politique avec pour tout bagage notre attachement à des valeurs et à des acquis. Cette démarche ne peut conduire qu'à un rétrécissement progressif de l'influence de la mouvance « alternative » et au cruel spectacle des combinaisons politiques pré-électorales dont le sectarisme n'a d'égal que la modestie des enjeux.

### Le temps des interrogations

Il me semble qu'il y a une alternative à cette conception de « l'alternative ». Car les vingt dernières années ont abouti, au travers de la double expérience de la gauche institutionnelle et de cette « autre gauche », à ouvrir un profond débat sur les problèmes stratégiques de la transformation sociale, sur ce qui constitue cette fameuse « identité de gauche », sur les fondements idéologiques, historiques et philosophiques de l'action révolutionnaire (ou réformiste) en France.

L'existence de ces interrogations à gauche affaiblit sans doute momentanément notre capacité de riposte aux offensives « libéralistes » de la droite et on peut craindre que ce questionnement sur notre propre identité politique « fasse le jeu » de la droite. Il est vrai que certains ont un peu hâtivement transformé ce questionnement en ralliement ou même en renoncement. Mais n'est-ce pas à terme l'absence d'une véritable redéfinition de notre projet qui fera le jeu de la droite ?

Je le crains. Car il ne faut pas s'abuser sur les mots. L'aspiration à une alternative existe bien dans notre société. C'est en ce sens que « l'idée alternative » est présente dans le champ *idéologique*. Mais, si l'on veut dire par là qu'il existe un concept d'alternative capable d'occuper une place effective dans le champ *politique* et de mettre en mouvement les forces de changement, on prend ces désirs pour des réalités. Ce n'est pas en énumérant, sous forme d'un catalogue de thèmes de lutte, les valeurs auxquelles nous sommes attachés que l'alternative peut prétendre acquérir une légitimité politique et plus encore devenir une force capable de conquérir l'hégémonie.

Les leçons de vingt ans de lutte nous ont fait découvrir que, sur les questions fondamentales qui fondent un projet politique, nous vivions sur des référents idéologiques et philosophiques qu'il faut,, pour le moins, ré-interroger à la lumière de la réa-

lité de la société contemporaine. Je citerai en vrac (excusez-moi du peu) : qu'est-ce-que l'exploitation aujourd'hui ? Quels sont les mécanismes de l'oppression et de sa reproduction ? Quel est le rôle de l'Etat ? Où se situe(nt) le pouvoir, les pouvoirs ? Que change l'internationalisation (économique, politique, culturelle...) ? Quel est le sujet historique de la « révolution » ? Quel type de processus de transformation, quelle forme d'organisation pour mener la lutte, quels doivent être les rapports entre le mouvement social et la lutte politique ?...

Ces questions concernent aussi bien la compréhension de la société actuelle que celle que nous voulons lui substituer... et la façon de passer de l'une à l'autre. Sur bien des points il existe aujourd'hui des embryons de réponse, des pistes de réflexion que l'expérience nous a désignées. Mais nous sommes bien loin d'une idée claire et partagée. Pour « rendre crédible et réalisable l'idée d'alternative » il faut commencer par développer les idées alternatives, c'est-à-dire donner un contenu positif aux refus, aux rejets de ce qui est en place. Car aucune dynamique sociale ne peut durablement fonctionner sans être animée par un projet positif.

### Construire l'alternative

L'idée d'une « alternative socialiste, autogestionnaire et écologique » m'est sympathique ; j'y retrouve les mots-clés de mes valeurs. Mais quelles seraient les tâches d'un mouvement pour cette alternative ? Ma réponse ne surprendra pas : définir les quatre

mots de ce « label » et plus fondamentalement construire, au-delà de ces quatre mots, un vrai projet de transformation sociale.

Un tel mouvement, s'il prend forme, devrait être aujourd'hui (sans préjuger de son devenir historique) un agitateur d'idées, il devrait s'investir dans tous les débats, être un lieu de réflexion en même temps qu'un stimulant de l'expérimentation sociale et politique. Il devrait être présent aussi bien dans les courants de la gauche institutionnelle ouverts à ces débats, dans les milieux intellectuels où s'effectuent des recherches sur la société que dans la mouvance traditionnelle de « l'autre gauche » et des mouvements sociaux.

Dans la période actuelle, il y a, un peu partout, un grand besoin d'y voir clair. Mais il n'y a pas véritablement de lieu — parce qu'il y en a trop — où puisse se développer cette démarche. Il faut admettre que nous avons encore beaucoup à apprendre pour que l'idée d'alternative devienne crédible, réalisable et permette de reconstruire la gauche.